AprÃ¨s le rapport accablant de la Cour des comptes sur la gestion opaque du FDATIC

publication enfin dâ€™un arrÃªtÃ© interministÃ©riel qui fixe quelques modalitÃ©s de son contrÃ´le

AprÃ¨s le rapport accablant de la Cour des comptes sur la gestion opaque du FDATIC (Fonds de DÃ©veloppement de lâ€™Art, de la Technique et de lâ€™Industrie CinÃ©matographiques) : publication enfin dâ€™un arrÃªtÃ© interministÃ©riel qui fixe quelques modalitÃ©s de son contrÃ´le

Par Dr Ammar Kessab

Le ministÃ¨re des Finances et le ministÃ¨re de la Culture viennent de publier le 17 avril 2013 un arrÃªtÃ© interministÃ©riel (voir ci-dessous) qui fixe quelques modalitÃ©s pour le contrÃ´le du trÃ¨s controversÃ© FDATIC. Ce fonds qui a Ã©tÃ© crÃ©Ã© en 1968 pour impulser une industrie cinÃ©matographique Ã lâ€™agonie, a trÃ¨s vite attirÃ© les attentions quant Ã sa gestion trÃ¨s opaque. En effet, depuis sa crÃ©ation, aucune procÃ©dure dâ€™Ã©valuation ou de contrÃ´le nâ€™a Ã©tÃ© Ã©tablie jusquâ€™Ã ce que la Cour des comptes prÃ©sente en 2012 un rapport accablant sur certaines activitÃ©s jugÃ©es illÃ©gales.

Il est Ã rappeler que le FDATIC est alimentÃ© notamment par des taxes qui correspondent Ã 1% des chiffres dâ€™affaires de toute personne rÃ©alisant un chiffre dâ€™affaires liÃ© aux travaux de publicitÃ©. Le montant global annuel variant du FDATIC reste un mystÃ¨re, mÃªme si lâ€™on sait que le plafond des subventions FDATIC est dâ€™environ 25 millions de dinars (2,5 milliards de centimes) et que 80% du fonds sont consacrÃ©s au soutien Ã la production et Ã la diffusion du film algÃ©rien, 12% Ã l'enrichissement des archives filmÃ©es et 8% au Ã€ l'organisation des manifestations cinÃ©matographiques.

Pour ce qui est des nouvelles procÃ©dures de contrÃ´le, le nouvel arrÃªtÃ© interministÃ©riel prÃ©voit notamment Â« Un bilan annuel reprenant les montants des aides accordÃ©es ainsi que la liste des bÃ©nÃ©ficiaires est transmis par le ministre chargÃ© de la culture au ministre chargÃ© des finances, Ã la fin de chaque exercice budgÃ©taire. Â». Il ne prÃ©voit cependant pas de rendre public ce bilan.

Il sâ€™agit lÃ , certes, dâ€™une avancÃ©e dans la transparence dans la gestion de ce fonds â€“avancÃ©e grÃ¢ce aux pressions de la Cour des comptes bien entenduâ€“ mais il reste Ã lÃ©gifÃ©rer sur le plus important, Ã savoir le ComitÃ© de sÃ©lection des travaux rÃ©ceptionnÃ©s (appelÃ©e Commission nationale de lecture et de lâ€™aide aux projets audiovisuels) : les noms des membres et les critÃ¨res de leur sÃ©lection, et surtout, les critÃ¨res sur lesquels ils se basent pour sÃ©lectionner les Å“uvres cinÃ©matographiques tout en rendant public les informations sur les budgets ainsi que les projets financÃ©s.

ArrÃªtÃ© interministÃ©riel du 13 Rajab 1433 correspondant au 3 juin 2012 fixant les modalitÃ©s de suivi et dâ€™Ã©valuation du compte dâ€™affectation spÃ©ciale nÂ°302-014 intitulÃ© Â« Fonds de dÃ©veloppement de lâ€™art, de la technique et de lâ€™industrie cinÃ©matographiques Â».

Article 1er. En application des dispositions de lâ€™article 4 du dÃ©cret exÃ©cutif nÂ°12-90 du 6 Rabie Ethani 1433 correspondant au 28 fÃ©vrier 2012, susvisÃ©, le prÃ©sent arrÃªtÃ© a pour objet de fixer les modalitÃ©s de suivi et dâ€™Ã©valuation du compte dâ€™affectation spÃ©ciale nÂ°302-014 intitulÃ© Â« Fonds de dÃ©veloppement de lâ€™art, de la technique et de lâ€™industrie cinÃ©matographiques Â», ci-aprÃ¨s dÃ©signÃ© Â« le fonds Â».

Art. 2. Le fonds finance les actions prÃ©vues par les dispositions de lâ€™arrÃªtÃ© interministÃ©riel du 6 Rajab 1433 correspondant au 27 mai 2012 fixant la nomenclature des recettes et des dÃ©penses du compte dâ€™affectation spÃ©ciale nÂ°302-014 intitulÃ© Â« Fonds de dÃ©veloppement de lâ€™art, de la technique

et de lâ€™industrie cinÃ©matographiques Â».

En dÃ©penses :
Les aides Ã la production, la distribution, lâ€™exploitation et lâ€™Ã©quipement cinÃ©matographiques, telles que prÃ©vues par lâ€™article 3 point 1 de lâ€™arrÃªtÃ© interministÃ©riel du 6 Rajab 1433 correspondant au 27 mai 2012, susvisÃ©, sont attribuÃ©es par dÃ©cision du ministre chargÃ© de la culture aux bÃ©nÃ©ficiaires, conformÃ©ment au dÃ©cret exÃ©cutif nÂ° l2-91 du 6 Rabie Ethani 1433 correspondant au 28 fÃ©vrier 2012, susvisÃ©.
Les dotations aux Ã©tablissements sous tutelle, telles que prÃ©vues par lâ€™article 3 point 2 de lâ€™arrÃªtÃ© interministÃ©riel du 6 Rajab 1433 correspondant au 27 mai 2012, susvisÃ©, sont attribuÃ©es par dÃ©cision du ministre chargÃ© de la culture, pour la rÃ©alisation des opÃ©rations qui leur sont confiÃ©es, dans le respect des dispositions du cahier des charges annexÃ© au dÃ©cret exÃ©cutif n° 12-90 du 6 Rabie Ethani
1433 correspondant au 28 fÃ©vrier 2012, susvisÃ©.

Art. 3. Lâ€™engagement des dÃ©penses est assurÃ© par lâ€™ordonnateur du compte dâ€™affectation spÃ©ciale n° 302-014 intitulÃ© Â« Fonds de dÃ©veloppement de lâ€™art, de la technique et de lâ€™industrie cinÃ©matographiques Â».

Art. 4. Les subventions au profit du compte dâ€™affectation spÃ©ciale nÂ°302-014 intitulÃ© Â« Fonds de dÃ©veloppement de lâ€™art, de la technique et de lâ€™industrie cinÃ©matographiques Â» sont octroyÃ©es sur la base dâ€™un dossier comprenant notamment, le programme des actions et les bilans dâ€™utilisation des crÃ©dits allouÃ©s au titre des subventions antÃ©rieures.
Les demandes de subvention du budget de lâ€™Etat, doivent Ãªtre formulÃ©es lors des travaux prÃ©paratoires du projet de loi de finances.

Art. 5. Le suivi et le contrÃ´le de lâ€™utilisation des aides accordÃ©es sont assurÃ©s par les services centraux du ministÃ¨re chargÃ© de la culture.

A ce titre, les services du ministÃ¨re sont habilitÃ©s Ã demander tous documents ou piÃ¨ces de comptabilitÃ© nÃ©cessaires Ã lâ€™exercice du contrÃ´le.

Art. 6. Un bilan annuel reprenant les montants des aides accordÃ©es ainsi que la liste des bÃ©nÃ©ficiaires est transmis par le ministre chargÃ© de la culture au ministre chargÃ© des finances, Ã la fin de chaque exercice budgÃ©taire.
Un bilan annuel reprenant les montants des dotations ainsi que la liste des Ã©tablissements sous tutelle bÃ©nÃ©ficiaires, est transmis par le ministre chargÃ© de la culture au ministre chargÃ© des finances, Ã la fin de chaque exercice budgÃ©taire.

Art. 7. Les aides et dotations sont soumises aux organes de contrÃ´le de lâ€™Etat, conformÃ©ment aux procÃ©dures lÃ©gislatives et rÃ©glementaires en vigueur.

Art. 8. Les aides et les dotations octroyÃ©es ne doivent Ãªtre utilisÃ©es quâ€™aux fins pour lesquelles elles ont Ã©tÃ© accordÃ©es.

Art. 9. Un Ã©tat dÃ©taillÃ© faisant ressortir le montant et la provenance des diffÃ©rentes recettes du compte est transmis, mensuellement, par les services du ministÃ¨re des finances chargÃ©s du recouvrement Ã lâ€™ordonnateur du ministÃ¨re de la culture.
Art. 10. Le prÃ©sent arrÃªtÃ© sera publiÃ© au Journal officiel de la RÃ©publique algÃ©rienne dÃ©mocratique et populaire.

Fait Ã Alger, le 13 Rajab 1433 correspondant au 3 juin 2012.



Posté par : alger-culture, le April 30 2013 19:13:23